

CYBERGUN

Société Anonyme

40, boulevard Henri Sellier
92150 SURESNES

Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions

Rapport complémentaire du rapport du 10 septembre 2019

Assemblée générale mixte du 11 octobre 2019
Douzième résolution

BM&A
11 rue de Laborde
75008 PARIS

FITECO
8, rue Claude Bernard
Le Coudray
28007 CHARTRES Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme
40, boulevard Henri Sellier
92150 SURESNES

Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions

Rapport complémentaire du rapport du 10 septembre 2019

Assemblée générale mixte du 11 octobre 2019

Douzième résolution

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-177 et R.225-144 du code de commerce en cas d'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des mandataires sociaux et des membres du personnel de votre société ou des sociétés ou groupements liés à votre société au sens de l'article L.225-180 du code de commerce, nous vous informons que nous n'avons pas pu effectuer cette mission pour les raisons suivantes :

- Un rapport émis par la direction de la société nous a été communiqué. Pour votre information ce rapport a fait l'objet d'une validation par mail des administrateurs sans tenue formelle du conseil d'administration.
- Ce document ne comporte pas les indications suivantes, relatives aux motifs de l'augmentation de capital et de son montant maximal, aux motifs de la suppression du droit préférentiel de souscription, aux noms des attributaires des nouvelles actions ou aux caractéristiques des catégories de personnes, au nombre d'actions attribuées à chaque personne ou catégorie de personnes ou aux modalités de leur attribution, à la justification du prix d'émission ou des modalités de sa détermination; prévues par les textes réglementaires.

De plus les conditions définitives de l'augmentation de capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

En application de la loi, nous vous signalons que le non-établissement du rapport par le conseil d'administration constitue une violation des dispositions des articles L.225-135 et suivants du code de commerce.

Paris et Chartres, le 9 octobre 2019

Les commissaires aux comptes

BM&A



Eric SEYVOS

FITECO



Guirec LE GOFFIC